

Mali: les militaires rendent le pouvoir, l'anarchie dans le Nord demeure

La proclamation d'indépendance vendredi par le Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA, rébellion touareg), unanimement rejetée en Afrique et dans le reste du monde, ajoute à la confusion dans cette région meurtrie.

Deux semaines après avoir pris le pouvoir au Mali par un coup d'Etat, les militaires, sous pression des pays voisins, ont décidé de le rendre aux civils, dont la première des priorités sera de tenter de pacifier le nord-malien en proie aux violences et l'anarchie. La France a "salué" l'accord de sortie de crise et a appelé à sa mise en oeuvre "sans délai", a déclaré le chef de la diplomatie Alain Juppé.

Vendredi soir, le capitaine Amadou Haya Sanogo, chef de la junte qui avait renversé le 22 mars le président Amadou Toumani Touré (ATT), accusé "d'incompétence" dans sa gestion de la situation dans le Nord, est apparu à la télévision-nationale pour annoncer le transfert du pouvoir aux civils.

Ce transfert, qui prévoit la désignation d'un président de la République et d'un Premier ministre de transition jusqu'à la tenue d'élections (présidentielle et législatives) est contenu dans un "accord-cadre" conclu avec les représentants de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cédéao).

Après avoir imposé le 2 avril un embargo diplomatique, économique et financier "total" à la junte, la Cédéao, qui a dépêché à Bamako des négociateurs conduits par le ministre burkinabé des Affaires étrangères Djibrill Bassolé, a décidé la levée "immédiate" de ses sanctions, juste après l'accord.

Aux termes de cet accord de cinq pages, les auteurs du coup d'Etat se voient offrir l'amnistie. Le document précise que le président ATT doit pouvoir être protégé et libre de choisir sa résidence.

Conformément à la constitution malienne, l'accord stipule que le poste de chef de l'Etat intérimaire doit être occupé par le président de l'Assemblée nationale, Dioncounda Traoré, qui, avec son Premier ministre et le gouvernement qu'il va former, aura 40 jours maximum pour organiser des élections.

Mais la situation dans le nord du pays dont les trois capitales administratives de Kidal, Gao et Tombouctou sont occupées et contrôlées depuis une semaine par les rebelles touareg, les groupes islamistes armés et d'autres groupes criminels, hypothèque la tenue d'élections dans les délais prévus.

"Bon compromis"

Oumar Mariko, vice-président de l'Assemblée nationale, dirigeant de Solidarité africaine pour la démocratie et l'indépendance (Sadi), l'un des rares partis à avoir approuvé le coup d'Etat, a déclaré à l'AFP que l'accord "est un bon compromis entre les différentes parties" qui permet à la Cédéao d'arrêter "son entreprise criminelle contre le Mali".

"Rien ne se fera plus comme avant", il n'y aura plus "le pouvoir d'un groupuscule arrogant", a-t-il ajouté.

Interrogé par Radio France internationale (RFI), Tiébilé Dramé, chef de l'un des plus importants partis politiques maliens, le Parti pour la renaissance nationale (Parena), a salué "les efforts énormes accomplis" par la Cédéao pour parvenir à cet accord, ainsi que "l'esprit de sagesse de la junte".

"L'heure est à l'union, la réconciliation et la tolérance", a-t-il dit, ajoutant: "Nous devons avoir une pensée émue pour la partie de notre peuple qui vit aujourd'hui dans les trois régions du Nord, coupée du reste du pays".

D'autant que ces populations sont victimes d'exactions, de pénuries et de la sécheresse, qui cumulés, ont "des effets dévastateurs", selon les organisations humanitaires internationales.

La proclamation d'indépendance vendredi par le Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA, rébellion touareg), unanimement rejetée en Afrique et dans le reste du monde, ajoute à la confusion dans cette région meurtrie.

Cette proclamation unilatérale ressemble plus à un effet d'annonce qu'à une réalité sur le terrain où le MNLA semble avoir été marginalisé par les islamistes du mouvement Ansar Dine (Défenseurs de l'islam) d'Iyad Ag Ghaly, figure des ex-rébellions touareg des années 1990, appuyé par Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi), dont trois des principaux chefs ont été vus à Tombouctou avec lui.

La Cédéao a menacé vendredi de recourir à la force pour préserver "l'intégrité territoriale" du Mali après la déclaration d'indépendance du MNLA, qu'elle a catégoriquement rejetée.

Elle a rappelé "à tous les groupes armés du Nord du Mali" que ce pays est "un et indivisible" et qu'elle "usera de tous les moyens, y compris le recours à la force, pour assurer l'intégrité territoriale du Mali".

L'organisation ouest-africaine - 15 membres, dont le Mali - envisage d'y envoyer une force militaire de 2.000 à 3.000 hommes. Les chefs d'état-major des armées de la Cédéao ont élaboré un "mandat" pour cette force, qui reste à être approuvée par les chefs d'Etat.